

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Regain d'activité encourageant pour le climat des affaires

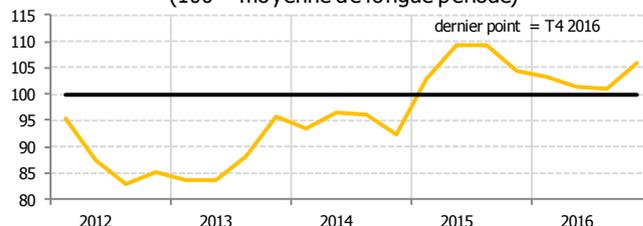
Au dernier trimestre 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse sensiblement (+4,9 points), confirmant la hausse observée au trimestre précédent. Reflet de l'amélioration du moral des entrepreneurs, il s'établit ainsi à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période (106,0 points).

L'appréciation des chefs d'entreprises est positive, tant sur le trimestre écoulé que sur les trois mois à venir, ces derniers faisant état d'un redressement de leur activité.

Dans ces conditions, les professionnels poursuivent leurs efforts avec des intentions d'investissement en progression sur la période.

Les prévisions indiquent par ailleurs que le courant d'affaires devrait rester bien orienté au premier trimestre 2017. Les entrepreneurs anticipent une nouvelle amélioration de leur activité, une hausse des effectifs et un assainissement de leur trésorerie.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'ICA a été révisé suite à la mise en place, d'une nouvelle méthode de dessaisonnalisation des soldes.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CARAÏBES : DES PERSPECTIVES PLUS FAVORABLES

La **Banque caribéenne de développement** (BCD) projette à +1,7 % la croissance du PIB en 2017 pour l'ensemble de ses 19 membres emprunteurs, celle-ci étant soutenue par le tourisme et la construction. La région pourrait renouer avec une croissance positive, après une année 2016 globalement défavorable (-0,9 %), mais contrastée selon la position à l'exportation des pays. Ceux dépendant de l'exportation de matières premières (Trinidad-et-Tobago et le Suriname en premier lieu), dont les cours ont chuté en 2016, ont traversé l'année avec plus de difficultés que ceux tournés vers le tourisme et les services.

La **République dominicaine** demeure en 2016 l'économie la plus performante de la région avec une croissance du PIB estimée à 6,6 % par sa banque centrale, l'ensemble des activités économiques ayant contribué à cette hausse. En particulier, grâce au dynamisme du tourisme et des exportations, les réserves de devises ont atteint à la fin de l'année des niveaux historiquement élevés. D'une valeur de 6 milliards de dollars, elles équivalent à 3,9 mois d'importations. En 2017, le Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance pourrait ralentir aux alentours de +5 %. Les conditions de financement locales pourraient se resserrer avec le durcissement probable de la politique monétaire dominicaine, en lien avec la hausse des cours du pétrole et par conséquent de l'inflation.

En **Jamaïque**, la banque centrale prévoit un huitième trimestre consécutif de hausse du PIB à la fin de l'année 2016 (estimée entre +1,5 % et +2,5 % sur un an), après +2,0 % au troisième trimestre. La croissance reposerait encore en grande partie sur les conditions météorologiques favorables et les réformes profitant au secteur primaire (+18 % de hausse la valeur ajoutée après +29,1% au troisième trimestre).

Source : Banque Caribéenne de Développement, Banque centrale de République dominicaine, Banque centrale de Jamaïque, Institut statistique de Jamaïque

Stabilité des prix

Au quatrième trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation est légèrement orienté à la baisse (-0,3 %).

Cette dépréciation est essentiellement portée par le repli des prix des produits manufacturés et de l'énergie (respectivement -1,4 % et -1,7 %). En revanche, les prix de l'alimentation se maintiennent (+0,1 %) et ceux des services se renchérissent de nouveau sur le trimestre (+0,5 % après +0,2 % au troisième trimestre).

En rythme annuel, les prix à la consommation sont stables (+0,1 %). La baisse des prix des produits manufacturés (-1,9 %) neutralise l'effet de la hausse des prix de l'alimentation (+1,7 %) et des services (+0,7 %). En raison de leur faible poids dans la structure de consommation des ménages, les prix de l'énergie (+0,9 %) ne pèsent que marginalement sur l'évolution d'ensemble.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



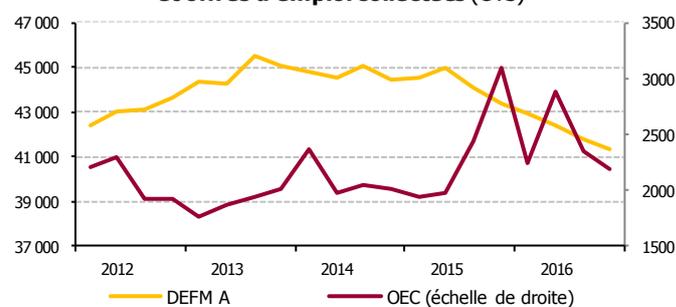
Nouvelle diminution du nombre de demandeurs d'emploi

À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 41 370 (CVS) et s'inscrit une nouvelle fois en baisse sur le trimestre (-1,1 %, après -1,5 % sur le trimestre précédent), participant ainsi à une baisse globalement plus marquée sur l'année (-4,7 %, CVS).

L'amélioration de la situation est principalement portée par les moins de 25 ans. Au sein de cette tranche d'âge, le nombre de DEFM A affiche une diminution de 4,0 % sur le trimestre et de 11,7 % sur l'année. À l'inverse, le nombre de seniors (50 ans et plus) demandeurs d'emploi progresse (+0,9 % sur le trimestre et +2,2 % sur un an).

Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi s'inscrivent en repli sur le trimestre (-6,5 %, CVS) et en glissement annuel (-29,3 %, CVS).

Demandeurs d'emploi en fin de mois
et offres d'emploi collectées (CVS)



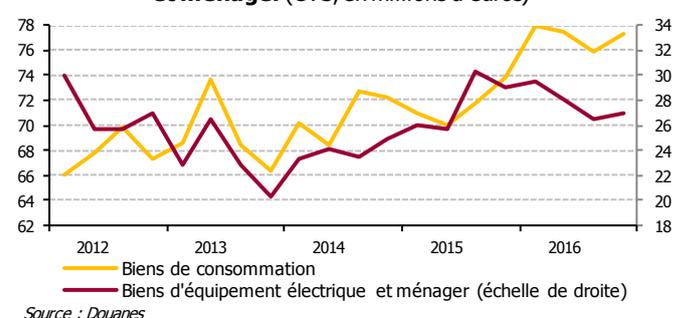
Une consommation des ménages plus dynamique

Au dernier trimestre 2016, la consommation des ménages semble gagner en vivacité. En effet, en dépit d'un ressenti mitigé de la part des chefs d'entreprises dans le secteur du commerce, les principaux indicateurs reflètent un niveau d'activité supérieur à celui du trimestre précédent.

Les importations de biens de consommation, de biens électriques et ménagers, et le chiffre d'affaires des hypermarchés sont en progression sur le trimestre, respectivement à +1,8 %, +1,9 % et +0,5 % (données CVS). Parallèlement, les ventes de véhicules de tourisme affichent un net rebond (+31,2 %, CVS) sur la période.

Le quatrième trimestre 2016 apparaît mieux orienté que le dernier trimestre 2015 puisque ces mêmes ventes de véhicules affichent, en glissement annuel, une hausse de +19,3 % (CVS). Les importations de biens de consommation progressent également de +4,8 % (CVS) alors que les importations de biens électriques et ménagers reculent (-7,3 %, CVS).

Importations de biens de consommation
et de biens d'équipement électrique
et ménager (CVS, en millions d'euros)



Ces évolutions favorables s'accompagnent d'une croissance soutenue des encours de crédits à la consommation des ménages sur le trimestre (+2,7 %) et sur l'année (+6,6 %). Parallèlement, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont en constante amélioration. Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Commission (-7,1 %), le nombre de personnes physique en interdiction bancaires (-2,5 %) et le nombre de retraits de cartes bancaires (-5,7 %) reculent une nouvelle fois sur le trimestre.

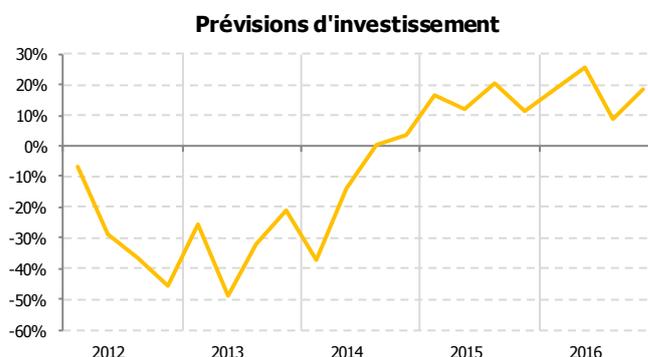
Des prévisions d'investissement qui se redressent

Les intentions d'investissement sont favorablement orientées après le ralentissement observé le trimestre précédent. En cette fin d'année, les chefs d'entreprises se déclarent plus enclins à investir, notamment dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire, du commerce et du tourisme.

Les efforts d'investissement portent principalement sur le renouvellement et la mise aux normes de l'outil de production, comme en témoigne la hausse des importations de biens d'équipement tant sur le trimestre (+1,8 %, CVS) que sur un an (+5,1 %, CVS).

En revanche, les professionnels ralentissent leurs efforts en matière de renouvellement de leur équipement automobile : les immatriculations de véhicules utilitaires se contractent sur le trimestre (-10 %, CVS) après la progression de +8,3 % (CVS) enregistrée au trimestre précédent.

Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est relativement stable sur le trimestre (-0,1 %) mais affiche une baisse plus marquée en glissement annuel (-2,6 %). Dans le même temps, le taux de créances douteuses brutes recule par rapport au troisième trimestre (-0,2 point), et sur l'année (-0,3 point).



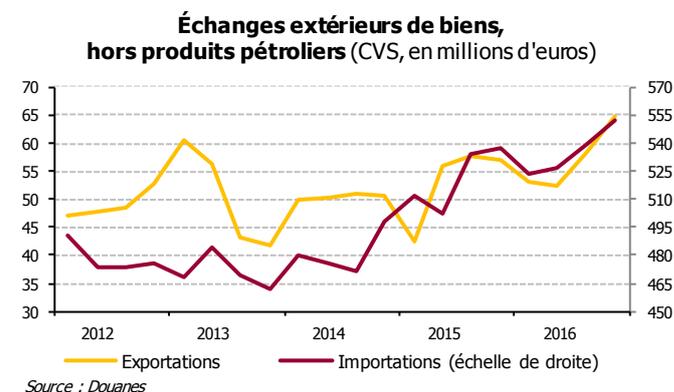
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Des échanges commerciaux, hors produits pétroliers, bien orientés

Hors produits pétroliers, les importations progressent (+2,4 %, CVS) sur le trimestre. La hausse est portée par plusieurs postes : les importations de produits industriels (+1,5 %, CVS), de matériels de transport (+2,8 %, CVS), de produits agroalimentaires (+1,8 %, CVS) et de produits agricoles (+5,9 %, CVS).

De même, les exportations, hors produits pétroliers, repartent à la hausse sur le trimestre (+11,3 %, CVS), essentiellement tirées par les exportations de matériels de transport. On retiendra toutefois que sur la période, les exportations de produits agricoles se sont fortement contractées suite à la baisse des productions agricoles consécutive au passage de la tempête Matthew fin septembre 2016 (cf. *infra*).

Les échanges de produits pétroliers, quant à eux, se réduisent significativement sur le trimestre. Les importations (-17,9 %, CVS) et les exportations (-30,3 %, CVS) sont en baisse en valeur sur trois mois, impactant négativement les échanges qui, au global, présentent un recul sur le trimestre (-8,9 % pour les exportations, et 2,0 % pour les importations, CVS, produits pétroliers inclus).



Source : Douanes

DES PREMIERS SIGNES POSITIFS DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

Au quatrième trimestre 2016, bien que les secteurs connaissent toujours des évolutions contrastées, l'opinion des chefs d'entreprises décrit un redressement global du volume d'activité. En dépit de délais de paiement qui continuent de s'allonger et de charges d'exploitation encore dégradées, les entrepreneurs procèdent à de nouveaux recrutements et à une revalorisation des prix.

Les services bénéficient d'un niveau d'activité bien orienté sur le trimestre. Les secteurs du tourisme et du commerce parviennent à maintenir un courant d'affaires positif. Dans les filières agroalimentaires, l'activité reste supérieure à la moyenne de longue période mais affiche un repli sur le trimestre. En revanche, au sein de l'industrie (hors agro-alimentaire) et du BTP, l'activité est jugée dégradée.

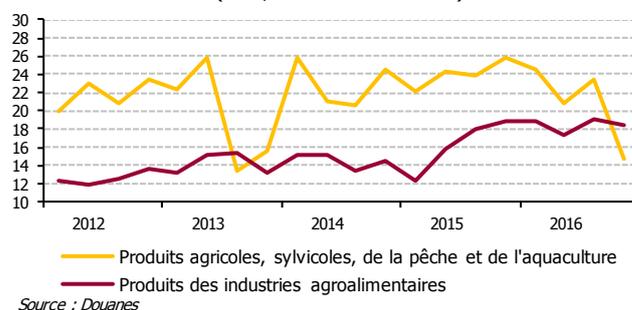
Les entrepreneurs du secteur des **services aux entreprises** font part d'une amélioration de leur activité. La hausse des prix leur permet de reconstituer leur trésorerie.

Ce relèvement des prix profite également au secteur du **tourisme** qui parvient à équilibrer ses charges tout en procédant à des recrutements. Dans l'ensemble, les résultats du trimestre sont en effet plutôt encourageants. Le trafic aérien évolue positivement tant en nombre de passagers (+1,8 %, CVS) qu'en nombre de vols (+10,6 %, CVS). S'agissant de la croisière, après un troisième trimestre sans croisiériste, la Martinique a accueilli 83 314 passagers sur le dernier trimestre. L'hôtellerie quant à elle, jouit de l'accroissement du nombre de visiteurs sur le territoire avec une progression de 5,6 % (CVS) du nombre de nuitées sur le trimestre.

Par ailleurs, si le secteur du **commerce** reste timide dans ses prévisions, cette hausse de fréquentation touristique combinée à l'inflexion positive constatée sur la consommation des ménages, devraient contribuer à l'amélioration du courant d'affaires au trimestre prochain.

Dans les secteurs **primaire** et **agroalimentaire**, l'activité est en revanche peu favorable. Comme indiqué précédemment, les exportations de produits agricoles sont en net repli (-37,3 %, CVS) en lien avec la baisse des exportations de bananes (-45,9 %, CVS, en volume). Les effets de la tempête Matthew, subie à la fin du mois de septembre, ont clairement pesé sur la production en fin d'année et les pertes devraient se ressentir encore en début d'année 2017. Parallèlement, les exportations de produits agroalimentaires sont en diminution (-1,8 %, CVS) ; ceci s'explique en raison de la contraction des exportations de rhum (-22,7 %, CVS) qui ont atteint le contingent annuel avant la fin de l'année 2016 (dès le milieu du dernier trimestre certains producteurs ont ainsi limité temporairement leurs exportations). Les activités d'élevage sont mieux orientées avec des abattages en progression sur le trimestre (+4,8 %, CVS).

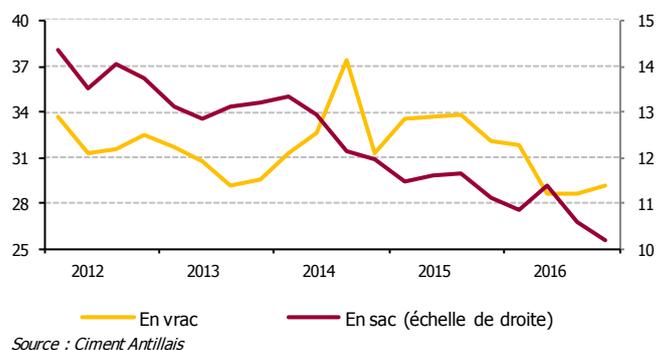
Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires
(CVS, en millions d'euros)



Dans le secteur **industriel**, la situation est également jugée défavorable. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, subissent une nouvelle baisse (-12,3 %, CVS), confirmant la détérioration du courant d'affaires.

Enfin, au sein du secteur du **BTP**, peu de signaux positifs sont perceptibles. Les professionnels font état d'un courant d'affaires largement dégradé. L'ensemble des soldes d'opinion décrit un secteur en difficulté. Néanmoins, les ventes de ciment affichent une légère progression sur le trimestre (+2,3 %, CVS). Cette augmentation repose sur la hausse des volumes de vrac vendus sur le trimestre (+1,9 %, CVS) alors que les ventes en sac sont toujours en repli (-3,8 %, CVS).

Ventes de ciment (CVS, en millions d'euros)



Cette légère embellie, qui résulte vraisemblablement des travaux du nouveau commissariat de Fort-de-France, ne doit pas masquer la faiblesse de la commande publique et l'absence de programmes de construction immobilière.

DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES TEINTÉES D'INCERTITUDES

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, l'incertitude quant à l'orientation de la politique économique américaine entoure ces projections.

Aux États-Unis, l'activité a ralenti au quatrième trimestre 2016 : elle s'établit à +1,9 % en glissement trimestriel annualisé (après +3,5 % au trimestre précédent) en raison d'une moindre hausse des dépenses de consommation et d'une dégradation de la balance commerciale. Sur l'année, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,6 %, après 2,6 %. Le FMI table sur une croissance de +2,3 % en 2017 puis +2,5 % en 2018. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé en décembre 2016 ses taux directeurs d'un quart de point, à 0,75 %.

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2016 (après +0,4 %), selon Eurostat. Le chômage de la zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation en glissement annuel a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 %) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015). Les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+0,6 % après +0,1 %) tandis que les exportations sont un peu plus vigoureuses (+1,1 % après +0,5 %) et que les importations ralentissent (+0,8 % après +2,5 %).

Le Japon a connu un quatrième trimestre consécutif de croissance (+1,0 % en glissement annuel), grâce au rebond des exportations provoqué par la chute du yen, qui a favorisé l'investissement des entreprises. Sur l'année, la croissance s'élève à +0,9 % (après +1,2 % en 2015).

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,1 % en 2016 selon le FMI, dont les prévisions ont été légèrement revues à la baisse (+4,5 % en 2017 puis +4,8 % en 2018), compte tenu de la vulnérabilité de ces pays face au resserrement des conditions financières mondiales. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine (+6,5 % en 2017) suite au repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat – données arrêtées à la date du 14 février 2017

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P.-Y. LE BIHAN - Responsable de la rédaction : D. KASPER

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 14 mars 2017 – Dépôt légal : mars 2017 – ISSN 1952-9619